

Conventions collectives départementales

IDCC : 627. – **BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS**
Employés, techniciens et agents de maîtrise

(LA RÉUNION)

(12 juillet 1971)

(Etendue par arrêté du 23 août 1973,
Journal officiel du 30 septembre 1973)

IDCC : 771. – **BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS**
Ingénieurs assimilés et cadres

(LA RÉUNION)

(9 mai 1974)

(Etendue par arrêté du 4 août 1975,
Journal officiel du 15 août 1975)

IDCC : 2389. – **BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS**
Ouvriers

(LA RÉUNION)

(13 mai 2004)

(Etendue par arrêté du 13 décembre 2004,
Journal officiel du 26 décembre 2004)

ACCORD DU 24 JUIN 2009
RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} JUIN 2009

NOR : ASET0950837M

IDCC : 627, 771, 2389

PRÉAMBULE

Etant rappelé les dispositions de la loi n° 2009-594 pour le développement économique d'outre-mer (LODEOM), adoptée le 13 mai 2009 et promulguée le 27 mai 2009 (*JO* du 28 mai 2009), stipulant en son article 3 que :

I. – Dans les départements et régions d'outre-mer et dans les collectivités

de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin et Saint-Barthélemy, un accord régional ou territorial interprofessionnel, conclu selon les modalités prévues à l'article L. 2232-2 du code du travail et applicable dès 2009, peut permettre de verser un bonus exceptionnel d'un montant maximum de 1 500 € par salarié et par an.

L'accord régional ou territorial interprofessionnel peut prévoir de moduler le montant de ce bonus exceptionnel selon les salariés ; cette modulation ne peut s'effectuer qu'en fonction de la taille de l'entreprise, des secteurs d'activité, du salaire, de la qualification, du niveau de classification, de l'ancienneté ou de la durée de présence dans l'entreprise du salarié. Ce bonus ne peut se substituer à des augmentations de rémunération et à des primes conventionnelles prévues par la convention ou l'accord de branche, un accord salarial, antérieur, ou par le contrat de travail. Il ne peut non plus se substituer à aucun des éléments de rémunération au sens de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale et de l'article L. 741-10 du code rural versés par l'employeur ou qui deviennent obligatoires en vertu de règles légales ou de clauses conventionnelles ou contractuelles.

L'accord régional interprofessionnel peut renvoyer à un accord de branche ou d'entreprise la fixation du montant du bonus exceptionnel, les critères de versement et de modulation, dans le respect des dispositions de l'alinéa précédent.

Le versement des sommes ainsi déterminées doit intervenir, au plus tard, le 31 décembre de l'année civile au titre de laquelle les sommes sont dues, en application de l'accord régional interprofessionnel ou de l'accord de branche ou d'entreprise auquel il renvoie.

II. – Sous réserve du respect des conditions prévues au présent article, ce bonus exceptionnel est exclu de l'assiette de toutes les cotisations ou contributions d'origine légale ou conventionnelle rendues obligatoires par la loi, à l'exception des contributions définies aux articles L. 136-2 et L. 137-15 du code de la sécurité sociale et 14 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale dès 2009 et pour une durée maximale de 3 ans.

L'employeur notifie, au plus tard le 31 décembre de l'année suivant le versement à l'organisme de recouvrement dont il relève, le montant des sommes versées aux salariés en précisant le montant par salarié.

Etant également rappelé l'accord régional interprofessionnel de la Réunion signé le 25 mai 2009 entre le MEDEF Réunion, d'une part, et les organisations syndicales UIR-CFDT, CGTR, CFTC, CFE-CGC et UNSA Réunion, d'autre part, lequel accord régional prévoit dans son article 4 que cet accord régional interprofessionnel « renvoie aux accords de branche ou d'entreprises lorsqu'ils existent, pour traiter notamment des modulations et compléments éventuels du bonus prévu à l'article 2 du présent accord (interprofessionnel), ainsi que le cas des salariés dont la rémunération est supérieure au plafond de la sécurité sociale. L'ensemble de ces augmentations s'inscrit dès lors dans le cadre de l'article 3 de la LODEOM ».

Les organisations professionnelles du BTP et les organisations syndicales représentatives pour le secteur du bâtiment et des travaux publics à La Réunion conviennent de ce qui suit :

Article 1^{er}

Ouvriers

En application des dispositions rappelées ci-dessus, les salaires minima conventionnels des ouvriers du BTP de la Réunion rémunérés à hauteur desdits minima sont affectés d'un bonus dans les conditions suivantes :

- du coefficient 102 au coefficient 137 inclus : montant du bonus = 50 € ;
- du coefficient 145 au coefficient 201 inclus : montant du bonus = 60 €.

Les ouvriers bénéficiaires d'une prime conventionnelle d'ancienneté (en application de l'article 25 de la convention collective des ouvriers du BTP de la Réunion) percevront un complément de 2,8 % calculé sur le montant de la prime conventionnelle versée. Cette majoration sera due à compter de la date d'application du présent accord et pour la durée de validité de celui-ci. Elle pourra être payée mensuellement ou en une seule fois, en fin d'année ou, le cas échéant, au moment du départ de l'entreprise.

Article 2

ETAM

En application des dispositions rappelées ci-dessus, les salaires minima conventionnels des ETAM du BTP de la Réunion rémunérés à hauteur desdits minima sont affectés d'un bonus dans les conditions suivantes :

- du coefficient 300 au coefficient 450 inclus : montant du bonus = 50 € ;
- du coefficient 465 au coefficient 655 inclus : montant du bonus = 60 € ;
- du coefficient 665 au coefficient 860 inclus : montant du bonus = 3 %.

Pour les coefficients 665 à 860 inclus, le bonus est calculé sur le salaire minimum conventionnel net de charges salariales du coefficient considéré.

Article 3

Cadres et IAC

En application des dispositions rappelées ci-dessus, les salaires minima conventionnels des cadres et IAC du BTP de la Réunion rémunérés à hauteur desdits minima sont affectés d'un bonus de 3 % ; ce bonus est calculé sur le salaire minimum conventionnel net de charges salariales du coefficient considéré.

Article 4

Modalités d'application

Les salaires minima de référence sont ceux en vigueur à la date de signature du présent protocole d'accord (salaires issus de l'accord paritaire étendu du 17 avril 2008). Conformément aux dispositions de l'article 3 de la LODEOM, le bonus exceptionnel accordé dans les conditions ci-dessus est exonéré de toutes charges sociales – sauf CSG, CRDS et forfait social – et ce jusqu'au 31 décembre 2011 ; il ne sera pas pris en compte pour le calcul de toutes les autres primes, indemnités, gratification, commission, avantage en nature et des majorations pour heures supplémentaires.

Ce bonus figurera sur une ligne distincte du bulletin de salaire.

Pour les salariés à temps partiel, le bonus est calculé au prorata du temps de travail.

Les salariés en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation perçoivent un montant de, bonus correspondant au pourcentage du salaire conventionnel leur étant applicable au pourcentage du versement,

En cas d'absence, le montant du bonus sera proratisé, sauf pour les absences assimilées par le code du travail à du temps de travail effectif.

Les parties signataires conviennent d'incorporer dans le salaire de base, et au plus tard au 1^{er} janvier 2012, tout ou partie du bonus prévu au présent accord.

Il est précisé que pour les ETAM, les cadres et IAC il n'existe qu'une seule grille d'appointements minima mensuels, pour chacune des catégories, quel que soit l'horaire collectif appliqué dans l'entreprise.

Article 5

Indemnité de repas ou « prime de panier »

Il est rappelé que, conformément à la convention collective des ouvriers du BTP de la Réunion, le montant de l'indemnité de repas est recalculé chaque année en fonction de la variation de l'indice INSEE du coût de la vie à la Réunion.

En conséquence, le montant en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2008 sera augmenté de 2,8 % à compter du 1^{er} juillet 2009, date à partir de laquelle l'indemnité de repas sera de 10,90 €.

Article 6

Extension

Les parties signataires demandent l'extension dans les meilleurs délais du présent accord, et son application à l'ensemble des entreprises relevant du champ d'application des conventions collectives du BTP de la Réunion ou s'y rattachant.

Article 7

Application

Le présent accord est applicable à dater du 1^{er} juin 2009.

Les bonus s'appliqueront dans les conditions arrêtées ci-dessus pour les catégories de salariés visés aux articles 1^{er}, 2 et 3 présents dans l'entreprise à la date de signature du présent accord et aux salariés embauchés postérieurement à cette date.

Cet accord reste ouvert à la signature des organisations qui souhaitent y adhérer dans les délais réglementaires en vigueur.

Fait à Saint-Denis, le 24 juin 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FRBTP ;

CAPEB de la Réunion.

Syndicats de salariés :

CFDT ;

CFTC ;

CGTR.

Salaires des ouvriers du BTP (année 2009)

*Entreprises dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures
(pour mémoire : salaire mensuel brut = taux horaire × 151,67 heures
plus prime exceptionnelle)*

(En euros.)

NIVEAU	POSITION	COEF.	TAUX HORAIRE au 1 ^{er} septembre 2008 (inchangé)	BONUS EXCEPTIONNEL mensuel au 1 ^{er} juin 2009
I Ouvriers d'exécution	1 ^{er} échelon	102	9,17	50
	2 ^e échelon	103	9,25	50
II Ouvriers professionnels	1 ^{er} échelon	105	9,41	50
	2 ^e échelon	112	9,93	50
	3 ^e échelon	118	10,39	50
	4 ^e échelon	126	11,02	50
III Compagnons professionnels Chefs d'équipe	1 ^{er} échelon	137	11,85	50
	2 ^e échelon	145	12,45	60
	3 ^e échelon	159	13,51	60
IV Maîtres ouvriers	1 ^{er} échelon	173	14,58	60
	2 ^e échelon	187	15,65	60
	3 ^e échelon	201	16,72	60
			du 1 ^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009	du 1 ^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010
Pour mémoire : prime de panier (personnel non sédentaire, toutes zones)			10,60	10,90
(*) Le bonus exceptionnel s'applique à compter du 1 ^{er} juin 2009 sauf pour les salariés ayant quitté l'entreprise antérieurement au 24 juin 2009. Il est recommandé de faire figurer le bonus sur le bulletin de paie sur une ligne distincte : « Bonus exceptionnel. – Accord du 24 juin 2009 », et ce pour son montant précalculé. Ce bonus est soumis à la CGS et à la CRDS.				

Salaires des ouvriers du BTP (année 2009)

*Entreprises dont l'horaire collectif est fixé à 39 heures (1)
(pour mémoire : salaire mensuel = taux horaire × 169 heures
plus prime exceptionnelle)*

(En euros.)

NIVEAU	POSITION	COEF.	TAUX HORAIRE au 1 ^{er} septembre 2008 (inchangé)	BONUS EXCEPTIONNEL mensuel au 1 ^{er} juin 2009
I Ouvriers d'exécution	1 ^{er} échelon	102	8,91	50
	2 ^e échelon	103	8,97	50
II Ouvriers professionnels	1 ^{er} échelon	105	9,03	50
	2 ^e échelon	112	9,36	50
	3 ^e échelon	118	9,80	50
	4 ^e échelon	126	10,38	50
III Compagnons professionnels Chefs d'équipe	1 ^{er} échelon	137	11,17	50
	2 ^e échelon	145	11,73	60
	3 ^e échelon	159	12,73	60
IV Maîtres ouvriers	1 ^{er} échelon	173	13,74	60
	2 ^e échelon	187	14,77	60
	3 ^e échelon	201	15,76	60
			du 1 ^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009	du 1 ^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010
Pour mémoire : prime de panier (personnel non sédentaire, toutes zones)			10,60	10,90
(*) Le bonus exceptionnel s'applique à compter du 1 ^{er} juin 2009 sauf pour les salariés ayant quitté l'entreprise antérieurement au 24 juin 2009. Il est recommandé de faire figurer le bonus sur le bulletin de paie sur une ligne distincte : « Bonus exceptionnel, – Accord du 24 juin 2009 », et ce pour son montant précalculé. Ce bonus est soumis à la CGS et à la CRDS.				

(1) Rappel : Lorsque le salarié effectue 39 heures dans une semaine, les heures entre la 36^e et la 39^e heure donnent droit à une majoration de 25 %.

Appointements minima des ETAM du BTP (année 2009)

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL au 1 ^{er} septembre 2008 (inchangé)	BONUS EXCEPTIONNEL mensuel au 1 ^{er} juin 2009
300	1 339,77	50
310	1 373,74	50
325	1 424,70	50
345	1 492,63	50
370	1 577,54	50
380	1 611,50	50
400	1 679,41	50
415	1 730,36	50
425	1 764,32	50
435	1 798,28	50
450	1 849,22	50
465	1 900,17	60
480	1 951,12	60
500	2 019,04	60
530	2 120,94	60
540	2 154,90	60
550	2 188,85	60
565	2 239,80	60
575	2 273,76	60
585	2 307,70	60
600	2 358,67	60
620	2 426,58	60
630	2 435,55	60
645	2 486,50	60
655	2 520,46	60
665	2 553,59	60
680	2 603,11	61
700	2 669,12	63
710	2 702,11	64
730	2 768,11	65
745	2 817,63	66
755	2 850,64	67
780	2 933,15	69
800	2 999,16	71
820	3 065,16	72
830	3 098,19	73
845	3 147,69	74
860	3 197,19	75

(*) Il n'existe qu'une seule grille quel que soit l'horaire collectif appliqué dans l'entreprise. Les heures effectuées au-delà de l'horaire légal de 35 heures donnent droit à des majorations pour heures supplémentaires.

Le bonus exceptionnel s'applique à compter du 1^{er} juin 2009 sauf pour les salariés ayant quitté l'entreprise antérieurement au 24 juin 2009.

Il est recommandé de faire figurer le bonus sur le bulletin de paie sur une ligne distincte : « Bonus exceptionnel. – Accord du 24 juin 2009 », et ce pour son montant précalculé. Ce bonus est soumis à la CGS et à la CRDS.

Appointements minima des IAC du BTP (année 2009)

(En euros.)

	COEF.	SALAIRE MENSUEL au 1 ^{er} septembre 2008 (inchangé)	BONUS EXCEPTIONNEL mensuel au 1 ^{er} juin 2009
Position A. – Débutants			
Moins de 24 ans	60	2 196,04	52
De 24 à 26 ans	70	2 518,11	59
De 26 à 28 ans	80	2 840,19	67
Débutants diplômés moins de 24 ans	65	2 357,06	56
Débutants diplômés 24 à 26 ans	75	2 679,14	63
Débutants diplômés 26 à 28 ans	85	3 001,20	71
Position B. – Ingénieurs et assimilés			
1^{er} échelon			
Catégorie I (*)	90	3 162,23	74
Ingénieurs diplômés (*)	90	3 162,23	74
(*) Après 5 ans	95	3 323,28	78
Catégorie II (*)	100	3 484,30	82
(*) Après 5 ans	103	3 580,94	84
2^e échelon			
Catégorie I	108	3 741,96	88
Catégorie II	120	4 128,45	97
Position C. – Cadres			
1 ^{er} échelon	130	4 450,50	105
2 ^e échelon	162	5 481,13	129
<p>(*) Il n'existe qu'une seule grille quel que soit l'horaire collectif appliqué dans l'entreprise.</p> <p>Le bonus exceptionnel s'applique à compter du 1^{er} juin 2009, sauf pour les salariés ayant quitté l'entreprise antérieurement au 24 juin 2009.</p> <p>Il est recommandé de faire figurer le bonus sur le bulletin de paie sur une ligne distincte : « Bonus exceptionnel. – Accord du 24 juin 2009 », et ce pour son montant précalculé. Ce bonus est soumis à la CGS et à la CRDS.</p>			